

21.06.2013 - 10:13 Uhr

FAIF: les problèmes sont repoussés au lieu d'être résolus

Bern (ots) -

L'Association suisse des transports routiers ASTAG regrette la décision du Parlement relative au FAIF cette session d'été. Certes, l'ASTAG reconnaît qu'il existe un besoin en matière d'investissement du côté du rail et particulièrement dans le domaine du transport de marchandises. Néanmoins, et grâce à la décision relative au FAIF, le trafic ferroviaire profite une fois encore de subventions se chiffrant en milliards sans pour autant que les problèmes structurels soient résolus. La branche des transports routiers, les automobilistes ainsi que les pendulaires et les contribuables continueront donc à passer à la caisse. Au mépris de tous les principes d'un financement équitable du trafic, ils doivent payer les coûts de ceux qui ne sont manifestement pas en état de répondre à leurs obligations. De plus, le problème des déficits d'exploitation croissants est tout simplement reporté sur la prochaine génération.

Avec la décision prise ce jour par le Parlement sur le FAIF (financement de l'aménagement et de l'infrastructure ferroviaire) cette session d'été, les projets de construction du trafic ferroviaire sont cimentés pour de nombreuses années. Et une fois de plus, le grand gagnant est le trafic des voyageurs. Pratiquement aucun projet n'est prévu pour le transfert du trafic marchandises pourtant constamment prôné haut et fort.

Par ailleurs, les règles les plus élémentaires d'un financement équitable du trafic sont bafouées de manière rédhibitoire. Il s'agit tout d'abord du principe de causalité, et la devise éprouvée selon laquelle «celui qui roule paie» se voit de plus en plus vidée de toute substance. Au lieu de cela, la branche des transports, les automobilistes ainsi que les pendulaires et les contribuables doivent continuer à assumer les coûts du trafic ferroviaire de voyageurs. Les produits résultant de l'impôt sur les huiles minérales et de la redevance poids lourds sont détournés pour un financement croisé à grande échelle et sans limitation dans le temps, à moins que les systèmes tarifaires des transports publics soient désormais rapidement et massivement adaptés. Ce qui signifie concrètement que «le FAIF va, à plus ou moins longue échéance, provoquer une poussée des prix des transports publics», selon Adrian Amstutz.

Quoi qu'il en soit, une chose est claire pour l'ASTAG: «La misère financière du rail retombe sur le dos des usagers de la route», constate le président central Adrian Amstutz «avec pour répercussion le fait que l'économie et les consommateurs doivent également passer à la caisse!»

De plus, les principes de la fiscalité suisse appliqués jusqu'alors sont jetés par-dessus bord de manière totalement irréfléchie. «Or, cela se payera au plus tard dans dix ans», de cela Adrian Amstutz en est convaincu. Lorsqu'un groupe d'utilisateurs privilégiés se sert avec toujours plus de sans-gêne sur le dos d'autres groupes et de l'Etat, sans pouvoir lui-même à ses propres dépenses, le fiasco est programmé.

Concrètement, la réduction de la déduction fiscale des pendulaires signifie qu'une partie de l'impôt fédéral direct ne sera plus versée directement dans le budget général de la Confédération mais qu'elle sera, pour la première fois, affectée à un objectif précis, à savoir le rail. De surcroît, la TVA sera également mise à contribution, malgré la promesse faite jadis au peuple selon laquelle la hausse du taux décidée en faveur de l'AI serait limitée dans le temps.

Les coûts subséquents pèseront également sur le rail

Cependant, les doutes les plus importants émis par l'ASTAG concernent les coûts subséquents: en effet, les investissements en relation avec le FAIF entraîneront des coûts subséquents massifs au niveau de la maintenance et de l'exploitation à la charge des sociétés de chemins de fer. Le problème récurrent des déficits annuels du rail s'aggraverait encore. «Politiquement, c'est totalement irresponsable», selon A. Amstutz. «La patate chaude sera refilee à la prochaine génération».

C'est pourquoi un financement équitable du trafic routier est désormais d'autant plus important. La razzia unilatérale sur la route doit être stoppée. L'ASTAG soutient donc de façon inconditionnelle l'initiative dite de «la vache à lait» avec, pour objectif avoué, un investissement conséquent des recettes résultant du trafic routier dans les infrastructures routières. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra éviter aux usagers de la route de passer une x-fois à la caisse.

Contact:

ASTAG Association suisse des transports routiers
Michael Gehrken
031 370 85 24

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001880/100740071> abgerufen werden.